

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	23
PARTIE 1. DES DÉFINITIONS	
CHAPITRE 1. DE LA DÉFINITION DU BLANCHIMENT D'ARGENT	27
Section 1. Textes internationaux.....	27
Convention des nations unies contre la criminalité transnationale organisée adoptée par l'Assemblée générale le 15 novembre 2000	27
Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012	29
Section 2. Textes régionaux.....	31
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018	31
DIRECTIVE (UE) 2018/1673 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL (6 ^e Directive AML) du 23 octobre 2018 visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal	32
Section 3. Textes nationaux.....	39
Code Pénal	39

CHAPITRE 2.	
DE LA DÉFINITION DU FINANCEMENT DU TERRORISME	43
Section 1. Textes internationaux	43
Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (1999)	43
Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012	45
Section 2. Textes régionaux	48
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018	48
Section 3. Textes nationaux	49
Code Pénal	49
Pour aller plus loin	50
Sanctions FR.....	50
CHAPITRE 3.	
DE LA DÉFINITION ET DE LA PRÉVENTION DE LA CORRUPTION	53
Section 1. Textes internationaux	53
Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales Adoptée par la Conférence de négociations le 21 novembre 1997	53
Convention des nations unies contre la corruption 2004.....	58
Section 2. Textes régionaux	64
Convention pénale sur la corruption, Strasbourg, 27.I.1999	64
Convention civile sur la corruption, Strasbourg, 4.XI.1999.....	69
Décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé.....	69
Section 3. Textes nationaux	73
Code pénal.....	73
Pour aller plus loin	75
CHAPITRE 4.	
DE LA DÉFINITION DE LA FONCTION COMPLIANCE	77
CIRCULAIRE CSSF 04/155	77

CHAPITRE 5.**DE LA DÉFINITION DES TERMES IMPORTANTS**..... 89**Section 1. Textes régionaux**..... 89

DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018..... 89

Section 2. Textes nationaux..... 95

Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux..... 95

Règlement CSSF N° 12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme..... 105

PARTIE 2.**DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT
ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME****TITRE 1. Des assujettis aux normes de lutte contre le blanchiment
d'argent et le financement du terrorisme** 111**Section 1. Textes internationaux**..... 112

Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012 112

Section 2. Textes régionaux..... 114

DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018..... 114

Section 3. Textes nationaux	117
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	117
TITRE 2. Des obligations en matière de de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme	121
CHAPITRE 1. DE L'OBLIGATION DE VIGILANCE	123
Section 1. Textes internationaux	123
Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012	123
Pour aller plus loin	163
Section 2. Textes régionaux	164
A. De l'approche par les risques	164
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018	164
B. Des dispositions générales à l'obligation de vigilance	166
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018	166
C. Des obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle	171
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée	

par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018	171
D. Des obligations renforcées de vigilance à l'égard de la clientèle	173
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018	173
DIRECTIVE (UE) 2018/843 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).....	177
E. De l'exécution par les tiers	179
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018.....	179
F. Des informations sur les bénéficiaires effectifs	181
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018.....	181
DIRECTIVE (UE) 2018/843 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).....	189
Section 3. Textes nationaux	190
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive	

91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux	190
Règlement grand-ducal du 1 ^{er} février 2010 portant précision de certaines dispositions de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	209
Règlement CSSF N° 12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	214
Circulaire CSSF 17/650	238
Pour aller plus loin	250
CIRCULAIRE N°792 bis du 30 octobre 2019 Direction de l'enregistrement des domaines et de la TVA.....	250
Pour aller plus loin	251
CHAPITRE 2.	
DES REGISTRES	253
Section 1. Le registre des bénéficiaires effectifs	253
Loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs et portant 1° transposition des dispositions de l'article 30 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission ; 2° modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.....	253
Section 2. Le registre des trusts et fiducies	264
Loi du 10 juillet 2020 portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE.....	264
FOCUS. De l'argent liquide	285
RÈGLEMENT (UE) 2018/1672 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005.....	285

Loi du 27 octobre 2010 portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par le ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg.....	293
Jurisprudence.....	296
CHAPITRE 3.	
DE L'OBLIGATION DE DÉCLARER ET DE COOPÉRER.....	297
Section 1. Textes internationaux.....	297
A. Les obligations des assujettis	297
Convention des nations unies contre la criminalité transnationale organisée adoptée par l'Assemblée générale le 15 novembre 2000.....	297
Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012	298
B. Le fonctionnement des CRF et autorités de contrôle.....	301
Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012	301
Section 2. Textes régionaux.....	318
Directive (UE) 2019/1153 du parlement européen et du conseil du 20 juin 2019 fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'une autre nature aux fins de la prévention ou de la détection de certaines infractions pénales, ou des enquêtes ou des poursuites en la matière, et abrogeant la décision 2000/642/JAI du conseil.....	318
A. L'existence de la CRF	329
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018.....	329
DIRECTIVE (UE) 2018/843 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).....	330
B. La coopération des assujettis avec la CRF.....	332
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier	

aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018	332
C. La coopération entre les autorités à l'échelle nationale et internationale.....	336
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018	336
DIRECTIVE (UE) 2018/843 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).....	339
Section 3. Textes nationaux.....	343
A. Le fonctionnement de la CRF	343
Loi du 10 août 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale ; 2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ; 4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)	343
B. La coopération des assujettis avec la CRF	351
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	351
Règlement grand-ducal du 1 ^{er} février 2010 portant précision de certaines dispositions de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	356
Règlement CSSF N° 12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	357
Lignes directrices CRF : Déclaration d'opération suspecte.....	358

Pour aller plus loin	374
Jurisprudence	374
C. La coopération entre les autorités à l'échelle nationale et internationale	376
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	376
D. Recours contre l'instruction de la CRF	384
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	384
Pour aller plus loin	385
CHAPITRE 4.	
DE L'OBLIGATION D'AVOIR UNE ORGANISATION INTERNE ADÉQUATE	387
Section 1. Textes internationaux	387
Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012	387
Section 2. Textes régionaux	391
A. Protection des données, conservation des documents et pièces et données statistiques	391
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018.....	391
Jurisprudence.....	394
B. Procédures internes, formation et retour d'information	395
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive	

2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018	395
Section 3. Textes nationaux	398
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	398
Règlement grand-ducal du 1 ^{er} février 2010 portant précision de certaines dispositions de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	400
Règlement CSSF N° 12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	401
TITRE 3. De la surveillance et des sanctions	411
CHAPITRE 1.	
DE LA SURVEILLANCE DES ASSUJETTIS	413
Section 1. Textes régionaux	413
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018	413
Section 2. Textes nationaux	417
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	417
FOCUS. Points de contacts	427
RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2018/1108 DE LA COMMISSION du 7 mai 2018 complétant la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation précisant les critères relatifs à la nomination des points de contact centraux des émetteurs de monnaie électronique et des prestataires de services de paiement et par des règles quant à leurs fonctions	427

CHAPITRE 2. DES SANCTIONS	433
Section 1. Textes régionaux	433
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018	433
Section 2. Textes nationaux	439
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	439

PARTIE 3. DES AUTRES RÉGLEMENTATIONS

TITRE 1. Des marchés d'instruments financiers (MiFID II et MIFR)	451
Section 1. Textes nationaux	452
Loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers et portant : 1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE ; 2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire ; 3. mise en œuvre du règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012.....	452
Règlement grand-ducal du 30 mai 2018 relatif à la protection des instruments financiers et des fonds des clients, aux obligations applicables en matière de gouvernance des produits et aux règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage monétaire ou non monétaire, et portant :1. transposition de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits,	

de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire ; 2 modification du règlement grand-ducal du 13 juillet 2007 relatif à la tenue d'une cote officielle pour instruments financiers ; et 3. abrogation du règlement grand-ducal du 13 juillet 2007 relatif aux exigences organisationnelles et aux règles de conduite dans le secteur financier.....	523
Sanctions	543
TITRE 2. Du gel des avoirs et des sanctions internationales.....	545
Section 1. Textes internationaux.....	546
Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012	546
Résolution 1373 (2001): adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4385 ^e séance, le 28 septembre 2001.....	560
Section 2. Textes régionaux.....	564
Position commune du Conseil du 27 décembre 2001 relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme	564
Règlement 2580/2001	566
Décision (UE) 2016/1693 consolidée instituant des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de l'EIL (Daech) et d'AlQaida ainsi que des personnes physiques et morales, des entités ou des organismes qui leur sont liés.....	572
Règlement (UE) 2016/1686 consolidée instituant des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de l'EIL (Daech) et d'AlQaida ainsi que des personnes physiques et morales, des entités ou des organismes qui leur sont liés	580
DÉCISION (PESC) 2018/1544 DU CONSEIL du 15 octobre 2018 concernant des mesures restrictives de lutte contre la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques	588
Règlement (UE) 2018/1542 consolidé concernant des mesures restrictives de lutte contre la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques	592
DÉCISION (PESC) 2019/797 DU CONSEIL du 17 mai 2019 concernant des mesures restrictives contre les cyberattaques qui menacent l'Union ou ses États membres	600
Règlement (UE) 2019/796 consolidé concernant des mesures restrictives contre les cyberattaques qui menacent l'Union ou ses États membres.....	607
Section 3. Textes nationaux.....	617
Loi du 27 octobre 2010 relative à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives	

en matière financière à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme.....	617
Guide de bonne conduite / sanctions financières / lutte contre le financement du terrorisme	620
Guide de bonne conduite / sanctions financières contre des pays tiers, des entités et des particuliers	631
Pour aller plus loin	634
Sanctions	634
TITRE 3. De la coopération fiscale : FATCA & CRS	635
Section 1. FATCA	636
A – N° 110 22 mai 2009 Loi du 24 juillet 2015 portant approbation 1. de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et relatif aux dispositions des États-Unis d'Amérique concernant l'échange d'informations communément appelées le «Foreign Account Tax Compliance Act», y compris ses deux annexes ainsi que le «Memorandum of Understanding» y relatif, signés à Luxembourg le 28 mars 2014 2. de l'échange de notes y relatives, signées les 31 mars et 1 ^{er} avril 2015.....	636
A – N° 158 12 août 2015 Loi du 24 juillet 2015 portant approbation 1. de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et relatif aux dispositions des États-Unis d'Amérique concernant l'échange d'informations communément appelées le «Foreign Account Tax Compliance Act», y compris ses deux annexes ainsi que le «Memorandum of Understanding» y relatif, signés à Luxembourg le 28 mars 2014 2. de l'échange de notes y relatives, signées les 31 mars et 1 ^{er} avril 2015 – RECTIFICATIF	639
Section 2. CRS	663
A – N° 244 24 décembre 2015 Loi du 18 décembre 2015 concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale et portant 1. transposition de la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal ; 2. modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal	663
Règlement grand-ducal du 15 mars 2016 portant exécution de l'article 2, paragraphe 4 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD).....	698
Conclusions du Conseil relatives à la liste révisée de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales (2020/C 64/03)	700

TITRE 4. DE LA DOMICILIATION DE SOCIÉTÉS	705
Loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés et modifiant et complétant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; modifiant et complétant certaines dispositions de la loi modifiée du 23 décembre 1909 portant création d'un registre de commerce et des sociétés ; modifiant et complétant la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales ; complétant la loi du 12 juillet 1977 relative aux sociétés de participations financières (holding companies) ; modifiant et complétant certaines dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ; complétant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances (Mém. A 1999, N° 77)	706
Jurisprudence.....	713

PARTIE 4. DES NORMES APPLICABLES PAR SECTEUR PROFESSIONNEL

CHAPITRE 1.	
LE SECTEUR FINANCIER	717
RÈGLEMENT (UE) 2015/847 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n° 1781/2006.....	717
Loi du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts tenus par des établissements de crédit au Luxembourg et portant modification : 1° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	734
CIRCULAIRE CSSF 18/698	742
CIRCULAIRE CSSF 18/702	743
CIRCULAIRE CSSF 19/732	748
CIRCULAIRE CSSF 20/740	777
CIRCULAIRE CSSF 20/747	789
Pour aller plus loin	790
Sanctions	790
Sanctions FR	792
CHAPITRE 2.	
LES ÉTABLISSEMENTS D'ASSURANCE	795
Loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances telle que modifiée	795

Règlement du Commissariat aux Assurances N° 20/03 du 30 juillet 2020 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme	799
LC 20/12 DU COMMISSARIAT AUX ASSURANCES	831
LC19/16 DU COMMISSARIAT AUX ASSURANCES	833
LC19/11 DU COMMISSARIAT AUX ASSURANCES	835
LETTRE CIRCULAIRE 19/9 DU COMMISSARIAT AUX ASSURANCES	837
Sanctions FR	840
Sanctions	840
CHAPITRE 3.	
LES FAMILY OFFICES	841
Loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office et portant modification de : – la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, – la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. (Mém. A 2012, N° 274)	841
CHAPITRE 4.	
LES EXPERTS-COMPTABLES	845
Loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ..	845
Norme professionnelle relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme 30 juin 2020	858
Règlement sur le contrôle relatif à la Lutte contre le Blanchiment et contre le Financement du Terrorisme.....	898
Pour aller plus loin	908
Jurisprudence.....	909
CHAPITRE 5.	
LES RÉVISEURS D'ENTREPRISES	911
Loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit portant: - transposition de la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés ; - mise en œuvre du règlement (UE) n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission ; - modification de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ; - modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; - abrogation de la loi modifiée du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.....	911
Sanctions	918

CHAPITRE 6.	
LES AVOCATS	919
10 AOÛT 1991 LOI sur la profession d'avocat telle que modifiée 26 mars 2020	919
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux	920
Règlement Intérieur de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg tel qu'adopté par le Conseil de l'Ordre lors de sa réunion du 9 janvier 2013.....	921
Barreau de Luxembourg - Règlement du 12 septembre 2018 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.	923
Pour aller plus loin	943
Jurisprudence.....	943
 CHAPITRE 7.	
LES NOTAIRES	945
Loi du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat	945
Jurisprudence.....	947
 CHAPITRE 8.	
LES ÉTABLISSEMENTS DE SERVICES AUX SOCIÉTÉS ET FIDUCIES	949
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux Coordonnée par la CSSF	949
 CHAPITRE 9.	
LES AGENTS IMMOBILIERS	953
Direction de l'enregistrement et des domaines circulaire 764	953
AED-TVA : GUIDE des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme – Pour le secteur immobilier	961
Circulaire n° 792 du 25 janvier 2019.....	983
Circulaire n° 792 bis du 30 octobre 2020	985
 CHAPITRE 10.	
LES MARCHANDS DE BIENS	987
1 ^{er} AOÛT 2014. – CIRCULAIRE N° 769 destinée aux personnes physiques et morales négociant des biens, seulement dans la mesure où les paiements	

sont effectués en espèces pour un montant de 15 000 euros au moins, que la transaction soit effectuée en une fois ou sous la forme d'opérations fractionnées qui paraissent liées (ci-après «marchands de biens»)	987
AED-TVA : GUIDE des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme – Pour les marchands de biens	995
Circulaire n° 792 du 25 janvier 2019	1018
Circulaire n° 792 bis du 30 octobre 2020	1020
Pour aller plus loin	1021
Jurisprudence.....	1021

CHAPITRE 11.

DES ÉTABLISSEMENTS DE PAIEMENT, DE MONNAIES ÉLECTRONIQUES ET DE CRYPTO MONNAIES.....

DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018	1023
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	1024
Pour aller plus loin	1025
Sanctions	1025